Séance publique du 10 septembre 2001

Délibération n° 2001-0249

commission principale : proximité, ressources humaines et environnement

commune (s) : Jonage

objet : **Construction d'une station d'épuration - Concours de maîtrise d'oeuvre - Approbation du dossier**

service : Délégation générale aux services urbains et à la proximité - Direction de l'eau

Le Conseil,

Vu le rapport du 27 août 2001, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Monsieur le directeur de l'eau communique au Conseil un dossier relatif au concours de maîtrise d'œuvre concernant la construction d'une nouvelle station d'épuration à Jonage.

Par délibération du 22 janvier 2001, le conseil de Communauté inscrit dans le cadre de la programmation pluriannuelle des investissements 2001, la construction de la station d'épuration à Jonage.

La station d'épuration actuelle, mise en service en 1977, traite les effluents des communes de Jonage, Pusignan et de l'aéroport de Lyon Saint-Exupéry, au terme d'une convention de construction et de deux conventions d'exploitation (1980 et 1985).

En 1992, les effluents des communes de Jons et Villette d'Anthon sont raccordés sur cette station, au terme d'une convention d'exploitation et de prévision d'extension. Le raccordement de ceux de Janneyrias est réalisé depuis 2000.

La capacité initiale de la station d'épuration était de 8 000 équivalents-habitants. Elle reçoit à ce jour environ 14 000 équivalents-habitants.

En 1995 et 1996, la communauté urbaine de Lyon a fait réaliser par la société IRH, une étude pour extension de la station. Au terme de cette étude et des négociations avec chaque partenaire, la capacité nécessaire de la station est de 42 000 équivalents-habitants.

En 1998 et 1999, un dossier d'enquête publique a été établi.

A la suite de l'enquête publique qui s'est déroulée en 2000, une autorisation de rejet est en cours d'obtention, après avis favorable du conseil départemental d'hygiène.

La capacité de la station actuelle et les performances de traitement, adaptées aux nécessités d'il y a 20 ans, sont à ce jour dépassées et le rejet ne correspond plus aux exigences.

De plus, la directive européenne de 1991 et la loi sur l'eau de janvier 1992, fixent de nouveaux impératifs en matière de rejet, de qualité et de fiabilité de traitement. L'agglomération définie par monsieur le préfet, au titre de la loi sur l'eau, inclut les partenaires cités.

Enfin, l'expertise réalisée dans le cadre de l'étude IRH, a montré que, ni le process, ni les équipements, ni le génie civil, de la station actuelle ne pouvaient être réutilisés.

De ce fait, la station existante ne peut être conservée et il convient de construire une nouvelle station répondant aux exigences de la loi sur l'eau ainsi qu'aux besoins de chaque partenaire à l'horizon 2010-2015. Une réserve foncière resterait disponible pour une éventuelle extension future.

Le regroupement des effluents de l'ensemble des partenaires permettra d'assurer un traitement fiable et une meilleure protection du milieu naturel.

Outre les besoins des partenaires extérieurs, la réalisation de la nouvelle station d'épuration présente un caractère d'urgence pour la communauté urbaine afin de :

- respecter les contraintes liées à la loi sur l'eau,
- raccorder l'actuelle ZI de Meyzieu afin de rendre conforme le rejet de la station d'épuration de Meyzieu à ces mêmes contraintes,
- permettre la création et le développement de la future ZI à réaliser à Meyzieu et Jonage.

Un projet de convention finalisant la participation de chaque partenaire à la construction et à l'exploitation de la nouvelle station d'épuration sera prochainement soumis au Conseil.

Compte tenu de la complexité de cette opération sur les plans technique, administratif et environnemental, il est proposé de confier en externe la maîtrise d'œuvre de cette opération.

Le montant global des travaux de réalisation de la station d'épuration est évalué à 50 000 000 F HT, soit 7 622 450,86 € HT, celui de la maîtrise d'œuvre peut être estimé à 7 000 000 F HT, soit 1 067 143,12 € HT, compte tenu des spécificités du projet. La mission comprendra les éléments suivants :

- l'avant-projet,
- le projet,
- l'assistance à la passation des marchés de travaux,
- l'examen de la conformité au projet des études réalisées par les entreprises,
- le visa,
- la direction de l'exécution des marchés de travaux,
- l'assistance à la réception.

Le marché comprendrait une seule tranche.

Le marché serait attribué à une équipe (prestataire seul ou groupement solidaire) de maîtrise d'œuvre présentant des compétences en matière de projets équivalents. En cas de groupement solidaire, le mandataire sera obligatoirement le prestataire détenant des compétences en matière de process d'épuration.

Le jury pourrait être composé de la manière suivante :

A - membres élus :

- monsieur le président de la communauté urbaine de Lyon représenté par le vice-président chargé des marchés publics, président de la commission permanente d'appel d'offres,
- les cinq membres de la commission permanente d'appel d'offres de la communauté urbaine de Lyon, ou leurs suppléants, élus par délibération du conseil de Communauté en date du 18 mai 2001 ;

B - personnalités :

- madame la vice-présidente chargée de l'eau ou son représentant,
- monsieur le maire de la commune de Jonage ou son représentant ;

C - personnes qualifiées :

- monsieur Gérard Caviglia, directeur de l'eau,
- monsieur Jean-Bernard Pechinot, ingénieur en chef du syndicat mixte du Dijonnais,
- madame Françoise Gerey, directeur du service eau et assainissement de la ville de Valence,
- monsieur Jacques Raoux, directeur de la régie d'assainissement de la communauté d'agglomération Grenoble-Alpes-Métropole ;

D - représentant institutionnels :

- madame la comptable du Trésor auprès de la communauté urbaine de Lyon ou son représentant,
- monsieur le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression de fraudes ou son représentant.

Le nombre de candidats admis à présenter une offre serait au maximum de quatre prestataires ou groupements de prestataires et ne peut être inférieur à trois, sauf si le nombre de candidats est insuffisant.

Les prestations remises par ces derniers feraient l'objet d'une indemnisation d'un montant maximal de 35 000 € TTC (soit 229 584,95 F TTC).

La commission permanente d'appel d'offres a émis un avis favorable à la procédure le 27 juillet 2001 ;

Vu ledit dossier ;

Vu les articles 25, 71 et 74.I.II -3° alinéa- du code des marchés publics ;

Vu sa délibération n° 1996-0961 en date du 24 septembre 1996 relative à l'indemnisation des maîtres d'œuvre et celle n° 2001-0009 en date du 18 mai 2001 ;

Vu l'avis favorable de la commission permanente d'appel d'offres émis le 27 juillet 2001 ;

Ouï l'avis de sa commission proximité, ressources humaines et environnement ;

DELIBERE

1° - Accepte le dossier de consultation des concepteurs.

2° - Autorise :

a) - le lancement d'un concours de maîtrise d'œuvre selon les modalités décrites ci-dessus, en particulier concernant la composition du jury et la rémunération des candidats,

b) - monsieur le président à solliciter l'aide de l'Agence de l'eau et à signer la convention à intervenir.

3° - Indemnise les membres du jury, conformément à la délibération n° 1996-0961 en date du 24 septembre 1996.

4° - La dépense correspondante, à engager pour cette opération, sera prélevée sur les crédits à inscrire au budget de la Communauté urbaine - budget annexe de l'assainissement - exercices 2002 et suivants - compte 238 310 - fonction 2222 - opération 0126.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,